

**RBEST**Revista Brasileira de  
Economia Social e do Trabalho**BJSLE**Brazilian Journal of  
Social and Labour Economics<https://doi.org/10.20396/rbest.v2i.14258>

## DOSSIER: INÉGALITÉ

**Stagnation économique, désindustrialisation et inégalité:  
trajectoires différentes en Amérique Latine***Pierre Salama\****Résumé**

Pourquoi les pays latino-américains souffrent-ils d'une stagnation économique sur longue période? La tendance à la stagnation ne s'explique pas de la même manière dans les grands pays latino-américains. D'une manière générale, la reprimarisation a accentué les comportements rentiers des entrepreneurs qui préexistaient. Le taux d'investissement est faible, il s'en suit une financiarisation plus importante et une désindustrialisation, celle-ci a des effets à long terme sur la croissance. Cela concerne plus particulièrement l'Argentine, le Brésil et dans une moindre mesure le Mexique, la main d'œuvre "exportée" étant sa matière première. Le couple industrialisation-désindustrialisation au Mexique ne procure pas les effets qu'on pourrait attendre en termes de points de croissance. La raison est le retrait de l'Etat et donc des effets *clusters* peu importants, ne se réalisant pas au bénéfice des importations. L'industrialisation par "assemblage" pour l'exportation ne compense pas les effets délétères de la désindustrialisation concernant le marché intérieur. La très forte volatilité a des effets négatifs sur la croissance. Le "stop" laisse des marques profondes et le "go" ne permet pas de retrouver, les cela concerne l'ensemble des pays mais plus particulièrement l'Argentine. Enfin et surtout, le facteur le plus important est la très forte inégalité tant des revenus que des patrimoines, ce qu'avait montré Celso Furtado dans les années 1960. Ces inégalités sont la cause principale de la tendance à la stagnation économique et donc de la faible mobilité sociale dans les pays latino-américains sur le long terme et explique la marginalisation croissante de ces pays dans l'économie mondiale.

**Mots clés:** Désindustrialisation; Inégalité des revenus; Amérique latine.**JEL:** JEL: O11; O14; F31; E25.

\* Centre d'Économie de l'Université Sorbonne Paris Nord (CEPN).

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-3861-1961>

Email: pierre.salama@univ-paris13.fr



### ERRATUM

Dans l'article "Stagnation économique, désindustrialisation et inégalité", avec DOI 10.20396/rbest.v2i.14258, publié dans RBEST (Revista Brasileira de Economia Social e do Trabalho), vol. 2, e020006, 2020:

**- À la page 16, encadré 4, où il est écrit:**

"D'une manière générale, l'informalité a deux origines en Amérique latine: 1) La première résulte de rapports de production spécifiques: l'autoritarisme-paternalisme a prédominé jusque dans un passé récent à la campagne et dans les petites villes. L'emploi revêt alors des aspects de faveur, surtout dans les petites entreprises, qui font que celui qui trouve un emploi se sent obligé vis-à-vis de son employeur. Celui-ci n'a pas besoin de le déclarer, le sous-paie et lui impose des conditions de travail dites non décentes, en violation du code du travail. La contrepartie de cet autoritarisme est le paternalisme, l'employeur a une obligation "morale" de s'occuper de son employé lorsque celui-ci est malade. Le fait est qu'avec la généralisation des marchandises et l'essor du capitalisme, cette contrepartie disparaît progressivement et reste alors l'aspect informel, illicite vis-à-vis du code du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité. 2) Le taux d'investissement insuffisamment élevé, le croît démographique auxquels s'ajoute la migration des campagnes vers les villes. Les entreprises ne peuvent alors proposer des emplois formels en nombre suffisant. La recherche d'emplois de survie, voire de stricte survie se développe et l'informalité avec. Aussi peut-on considérer qu'il n'a pas de secteur informel en soi, mais un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement."

**- Lisez:**

"D'une manière générale, l'informalité a plusieurs origines en Amérique latine: 1) La première résulte de rapports de production spécifiques. L'autoritarisme-paternalisme a prédominé jusque dans un passé récent à la campagne et dans les petites villes. Valeur et faveur régissent l'emploi (Mathias, 1987), surtout dans les petites entreprises: l'employé se sent obligé vis-à-vis de son employeur. Celui-ci n'a pas besoin de le déclarer, le sous-paie et lui impose des conditions de travail dites souvent non décentes. La contrepartie de cet autoritarisme est le paternalisme, l'employeur a une obligation "morale" de s'occuper de son employé lorsque celui-ci est malade. Avec l'essor la généralisation du monde marchand, cette contrepartie disparaît progressivement et reste alors l'aspect informel, illicite vis-à-vis du code du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité. 2) Le taux d'investissement insuffisamment élevé, la croissance démographique, la migration des campagnes vers les villes sont une seconde source d'informalité des emplois. La recherche d'emplois de survie, voire de stricte survie, se développe et l'informalité avec. Aussi peut-on considérer qu'il n'y a pas de secteur informel en soi, mais un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement. 3) Des formes nouvelles d'informalités apparaissent liées à l'essor des nouvelles technologies. Grâce à internet et aux plateformes, de nouvelles formes de travail se sont développées connues sous le vocable de "ubérisation des emplois", le travailleur ayant un statut d'auto-entrepreneur, travaille dans une grande précarité avec une protection sociale le plus souvent très faible.

Enfin, à mesure que se développent les rapports marchands et capitalistes, l'informalité change et la formalité avec. Dit autrement l'informalité devient plus poreuse. Elle se rapproche de la formalité. La différence entre les emplois informels et les emplois formel s'atténue. Moins au Mexique qu'au Brésil, les informels peuvent bénéficier de prestations sans avoir contribué, que ce soit par des mesures législatives permettant à des entreprises de très petites tailles de se déclarer sans avoir à contribuer (MEI au Brésil), ou bien par des politiques décidées au niveau nationale d'accès à la santé au Brésil et par des municipalités. A l'inverse les emplois formels, pour nombre d'entre eux, sont davantage flexibles et précaires et se rapprochent ainsi de la flexibilité de jure (mais pas nécessairement de facto) des emplois salariés informels."